



INSTANCES PARITAIRES

L'EXAMEN DES CAS INDIVIDUELS EN CHIFFRES - 2025

Avril 2026

Comment les instances paritaires examinent les sollicitations des demandeurs d'emploi et des employeurs qui les saisissent lorsqu'ils sont confrontés à l'une des situations particulières mentionnées à l'article 46 bis du règlement général annexé à la convention d'assurance chômage ? L'Unédic fait le point sur leur activité en 2025.

Le réseau des instances paritaires est le relai essentiel des constats de terrain à la gouvernance nationale de l'Assurance chômage. Les 18 instances paritaires régionales (IPR), les 39 instances paritaires territoriales (IPT) et l'instance paritaire spécifique (IPS) sont au contact des enjeux sociaux et économiques locaux ; elles sont également en prise directe avec les cas individuels des demandeurs d'emploi et des employeurs confrontés à l'une des situations particulières prévues par les textes d'assurance chômage.

L'examen de ces cas individuels est l'une des missions des instances paritaires (*Encadré 1*), qui fait chaque année l'objet d'un compte rendu retraçant en détail cet aspect de leur activité. Cet examen contribue également à la mission des instances de veiller à la bonne application de la réglementation d'assurance chômage. À ce titre, un peu moins de 141 000 dossiers ont été étudiés en 2025, un volume en baisse de 8 % par rapport à 2024.

Les situations individuelles des demandeurs d'emploi sont examinées pour les cas mentionnés à l'article 46 bis du règlement général d'assurance chômage. Ces cas concernent notamment les demandes d'ouverture de droits à la suite d'un départ volontaire d'un emploi précédemment occupé, l'appréciation de certaines conditions d'ouverture des droits, le maintien du versement des prestations, la remise des allocations et des prestations indûment perçues et l'examen de dossiers en cas d'absence de déclaration de période d'activité professionnelle. Fait notable en 2025, des dossiers relatifs à un nouveau cas de saisine ont été traités pour la première fois : il s'agit de demandes liées à la limite du cumul de l'allocation chômage avec un activité non salariée, limite instaurée par la convention d'assurance chômage du 15 novembre 2024, entrée en vigueur en 2025.

ENCADRE 1 - QUEL EST LE RÔLE DES INSTANCES PARITAIRES ?

Chaque instance est composée de 10 membres – 5 titulaires et 5 suppléants – représentant les employeurs, désignés par les organisations d'employeurs et, à l'identique, de 10 membres représentant les salariés désignés par les organisations de salariés, représentatives au plan national et interprofessionnel, et gestionnaires de l'Assurance chômage. Les IPR, les IPT et l'IPS comptent au total environ un millier de mandats.

Les instances ont pour missions principales :

- de veiller à la bonne application de la réglementation d'assurance chômage ;
- d'être associées au diagnostic territorial (besoins en recrutement, impact des mesures mises en œuvre...) et au suivi de la programmation des actions de France Travail ;
- de statuer sur des cas individuels lorsqu'elles sont saisies par :
 - des employeurs ;
 - des demandeurs d'emploi.

C'est cette dernière mission qu'illustrent les chiffres ici présentés. Sur ces situations individuelles les instances paritaires statuent au cas par cas. Deux situations couvrent environ 95 % du nombre de dossiers examinés :

- les demandes d'ouverture d'un droit aux allocations chômage à la suite d'une démission ;
- les demandes de remise de dette lorsque des allocations ou des aides ont été indûment perçues.

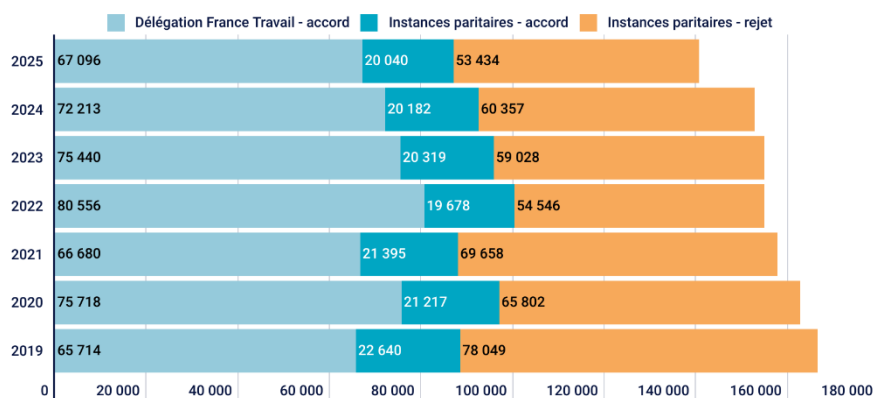
Néanmoins, si les demandes acceptées d'ouverture de droits à la suite d'une démission représentent l'essentiel du poids financier des dossiers acceptés, le montant des remises de dette acceptées constitue une faible proportion de celui-ci.

NOMBRE DE DOSSIERS EXAMINÉS

Le nombre de dossiers examinés recule en 2025

L'année 2025 est marquée par une diminution du nombre total de dossiers examinés (-8 %, soit -12 182), avec 140 570 dossiers examinés en 2025, contre 152 752 en 2024 (*Graphique 1*).

GRAPHIQUE 1 – 140 570 DOSSIERS TRAITÉS EN 2025

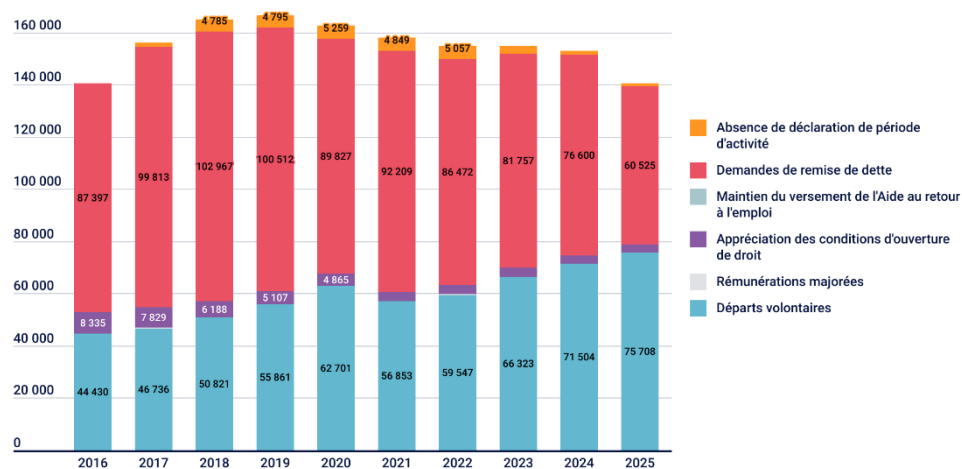


Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2025

Cette diminution du nombre de dossiers examinés masque deux évolutions fortes (*Graphique 2*) : l'augmentation de 5,9 % du nombre de dossiers de départs volontaires examinés (+4 204), et la significative réduction (-21 %) du nombre de demandes de remise de dette étudiées (-16 075), ainsi que la baisse (-13,1 %, soit - 196) des examens de périodes non déclarées (PND, représentées dans le graphique sous l'intitulé « absence de déclaration de période d'activité »), qui atteignent leur plus bas niveau depuis 2018. La mise en place d'évolutions informatiques, ainsi qu'une communication accrue sur l'obligation de s'actualiser, conjuguées à l'utilisation de la déclaration sociale nominative, ont contribué à faire baisser le nombre de cas relatifs aux PND.

A noter : s'agissant du nouveau cas de saisine des instances paritaires prévu par l'article 46 bis §7 du règlement général d'assurance chômage, en décembre 2025, 37 premières demandes de levée du plafond de 60 % des droits, pour le cumul de l'ARE avec les revenus d'une ANS, ont été étudiées par les instances paritaires. Ces examens ont donné lieu à 18 accords et 19 refus. Pour rappel, il n'y a pas de délégation à France Travail pour ce cas. Ce nouveau cas n'est pas représenté sur le *Graphique 2* (le nombre très faible par rapport aux autres n'apparaîtrait pas).

GRAPHIQUE 2 – DES DÉPARTS VOLONTAIRES TOUJOURS EN HAUSSE, DES DEMANDES DE REMISE DE DETTE EN BAISSÉ SIGNIFICATIVE



Champ : Total des décisions, dont délégation France Travail

Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2025

LES DOSSIERS ACCEPTÉS EN NOMBRE ET EN MONTANT

Trois catégories de dossiers représentent des dépenses supplémentaires (*Graphique 3*) après accord des délégataires et des instances paritaires (le nouveau cas de l'article 46 bis §7 n'est pas représenté) :

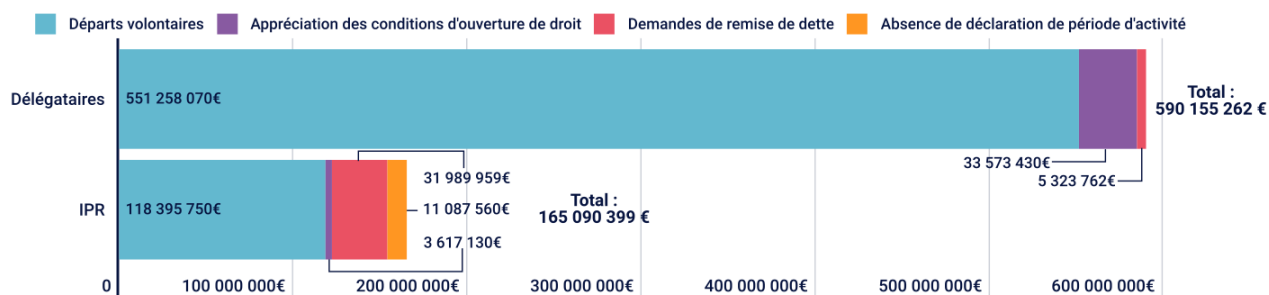
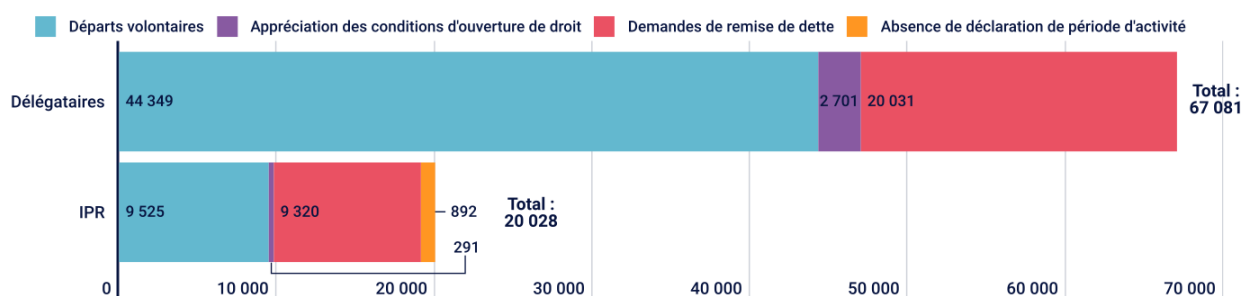
- les ouvertures de droits acceptées au 122^e jour après un départ volontaire ;
- l'appréciation des conditions d'ouverture de droits ;
- la prise en compte des absences de déclaration de période d'activité.

Deux catégories concernent des dépenses déjà engagées pour lesquelles les remboursements ne seront pas effectués :

- le montant des remises de dette accordées ;
- le montant des indus admis en non-valeur (ANV, voir *Encadré 2*).

L'ensemble de ces dépenses, à l'exception des ANV, représentent en 2025 un montant total de plus de 590 M€ pour les dossiers acceptés par les délégataires (France Travail) et plus de 165 M€ pour les dossiers acceptés par les IP.

Pour mémoire, les délégataires ne peuvent prendre que des décisions positives.

GRAPHIQUE 3 – LES DÉPARTS VOLONTAIRES REPRÉSENTENT L'ESSENTIEL DU POIDS FINANCIER**Poids financier (hors ANV)****Nombre de dossiers acceptés (hors ANV)**

Les poids financiers des ouvertures de droit (OD) faisant suite aux départs volontaires (DV), à l'appréciation des conditions d'OD et aux périodes non déclarées (PND) sont obtenus par extrapolation : les montants sont calculés en multipliant le nombre de dossiers acceptés par le montant moyen d'ARE mobilisé pour une OD.

Champ : Dossiers acceptés, dont délégation France Travail

Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2025

ENCADRÉ 2 - LES ADMISSIONS EN NON-VALEUR DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

L'année 2025 a été celle d'un reflux des admissions en non-valeur (ANV). Le nombre d'ANV recule de 30,6 %, tandis que leur montant diminue de 26,7 %. Avec un total de près de 156 M€, le niveau demeure supérieur à ce qui était constaté l'année précédant la crise Covid (101 M€ en 2019).

L'admission en non-valeur d'une créance – en l'espèce, une prestation indûment versée à un allocataire de l'Assurance chômage – peut intervenir quand celle-ci n'a pu être recouvrée (par exemple, si le débiteur a disparu, est décédé sans laisser d'actif saisissable ou est insolvable ; ou encore lorsque le coût de la procédure de recouvrement est supérieur ou égal à la créance elle-même).

Lorsque qu'une proposition d'ANV est présentée en instance, celle-ci peut admettre en non-valeur, surseoir jusqu'à ce qu'un complément d'information lui soit fourni ou refuser d'admettre en non-valeur et demander aux services de France Travail de reprendre la procédure tendant au recouvrement de la créance ou à l'établissement de son caractère irrécouvrable.

Pour prendre sa décision, l'instance examine le processus de recouvrement, notamment les délais de passage entre les différentes phases précontentieuses et contentieuses, ainsi que les diligences mises en œuvre, ou non, par les commissaires de justice. Pour les propositions d'ANV pour prescription, l'instance observe également la cohérence entre le délai de prescription appliqué et le motif de l'indu. Dans le cas d'un accord pour le passage en ANV, mais du constat par l'instance d'un dysfonctionnement dans le processus de recouvrement, ce dernier doit être mentionné dans la fiche du dossier.

ANNEXES

TABLEAU 1 – RÉPARTITION EN 2025 DES DOSSIERS RELEVANT DE L'ARTICLE 46 BIS EN VOLUME ET EN POURCENTAGE

Régions	Volume						Pourcentage				
	Délégation France Travail	Instances Paritaires (IP)			(5) Total accords (1)+(2)	(6) Nombre total de décisions (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires (IP)			
	(1) Accord	(2) Accord	(3) Rejet	(4) Total décisions (2)+(3)			Poids délégation (1)/(6)	Poids décisions IP (4)/(6)	Poids des rejets sur décision IP (3)/(4)	Poids des accords IP sur total décisions (2)/(6)	Poids des rejets sur total des décisions (3)/(6)
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	12 382	2 529	5 303	7 832	14 911	20 214	61%	39%	68%	13%	26%
BOURGOGNE - FRANCHE COMTÉ	2 732	1 099	2 019	3 118	3 831	5 850	47%	53%	65%	19%	35%
BRETAGNE	1 839	1 328	3 133	4 461	3 167	6 300	29%	71%	70%	21%	50%
CENTRE - VAL DE LOIRE	1 310	686	2 062	2 748	1 996	4 058	32%	68%	75%	17%	51%
CORSE	243	187	158	345	430	588	41%	59%	46%	32%	27%
GRAND EST	6 265	1 278	4 449	5 727	7 543	11 992	52%	48%	78%	11%	37%
GUADELOUPE	245	177	128	305	422	550	45%	55%	42%	32%	23%
GUYANE	165	27	16	43	192	208	79%	21%	37%	13%	8%
HAUTS-DE-FRANCE	8 116	2 186	5 690	7 876	10 302	15 992	51%	49%	72%	14%	36%
ILE-DE-FRANCE	6 520	2 408	7 180	9 588	8 928	16 108	40%	60%	75%	15%	45%
LA RÉUNION	1 855	320	860	1 180	2 175	3 035	61%	39%	73%	11%	28%
MARTINIQUE	119	79	124	203	198	322	37%	63%	61%	25%	39%
MAYOTTE	6	45	3	48	51	54	11%	89%	6%	83%	6%
NORMANDIE	2 676	1 042	3 436	4 478	3 718	7 154	37%	63%	77%	15%	48%
NOUVELLE AQUITAINE	9 356	2 049	5 673	7 722	11 405	17 078	55%	45%	73%	12%	33%
OCCITANIE	5 301	2 281	5 921	8 202	7 582	13 503	39%	61%	72%	17%	44%
PAYS DE LA LOIRE	3 143	762	2 611	3 373	3 905	6 516	48%	52%	77%	12%	40%
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	4 823	1 557	4 668	6 225	6 380	11 048	44%	56%	75%	14%	42%
2025	67 096	20 040	53 434	73 474	87 136	140 570	48%	52%	73%	14%	38%
2024	72 213	20 182	60 357	80 539	92 395	152 752	47%	53%	75%	13%	40%
2023	75 440	20 319	59 028	79 347	95 759	154 787	49%	51%	74%	13%	38%
2022	80 556	19 678	54 546	74 224	100 234	154 780	52%	48%	73%	13%	35%
2021	66 680	21 395	69 658	91 053	88 075	157 733	42%	58%	77%	14%	44%
2020	75 718	21 217	65 802	87 019	96 935	162 737	47%	53%	76%	13%	40%

TABLEAU 2A – DÉCISIONS PRISES EN 2025 PAR RÉGION, PAR CATÉGORIE DE CAS ET PAR DÉCISIONNAIRE

Régions	Départs volontaires					Rémunérations majorées					Appréciation des conditions d'ouverture de droit				
	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)
	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2) +(3)		(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2) +(3)		(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2) +(3)	
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	8 315	1 135	2 034	3 169	11 484	-	-	-	-	-	431	23	2	25	456
BOURGOGNE-FRANCHE COMTÉ	1 996	555	937	1 492	3 488	-	-	-	-	-	145	15	1	16	161
BRETAGNE	1 474	879	1 281	2 160	3 634	-	-	-	-	-	93	43	-	43	136
CENTRE-VAL DE LOIRE	950	443	879	1 322	2 272	-	-	-	-	-	112	12	-	12	124
CORSE	185	75	61	136	321	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
GRAND EST	5 003	709	2 054	2 763	7 766	-	-	-	-	-	196	20	-	20	216
GUADELOUPE	147	81	22	103	250	-	-	-	-	-	5	7	-	7	12
GUYANE	142	9	-	9	151	-	-	-	-	-	6	-	-	-	6
HAUTS-DE-FRANCE	6 099	975	2 092	3 067	9 166	-	-	-	-	-	297	27	1	28	325
ILE-DE-FRANCE	1 885	860	2 589	3 449	5 334	-	-	-	-	-	185	78	10	88	273
LA RÉUNION	1 277	152	242	394	1 671	-	-	-	-	-	166	2	1	3	169
MARTINIQUE	55	41	36	77	132	-	-	-	-	-	2	1	1	2	4
MAYOTTE	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NORMANDIE	2 021	701	1 632	2 333	4 354	-	-	-	-	-	96	15	1	16	112
NOUVELLE AQUITAINE	6 567	917	2 465	3 382	9 949	-	-	-	-	-	328	25	1	26	354
OCCITANIE	3 491	998	2 552	3 550	7 041	-	-	-	-	-	273	6	1	7	280
PAYS DE LA LOIRE	2 058	410	1 265	1 675	3 733	-	-	-	-	-	77	5	1	6	83
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	2 680	585	1 693	2 278	4 958	-	-	-	-	-	286	12	-	12	298
2025	44 349	9 525	21 834	31 359	75 708	-	-	-	-	-	2 701	291	20	311	3 012
2024	43 862	8 293	19 349	27 642	71 504	-	1	-	1	1	2 817	286	23	309	3 126
2023	42 322	7 695	16 306	24 001	66 323	1	-	1	1	2	3 148	299	41	340	3 488
2022	39 557	7 235	12 755	19 990	59 547	16	6	17	23	39	3 270	332	32	364	3 634
2021	36 811	7 631	12 411	20 042	56 853	9	10	17	27	36	3 407	294	53	347	3 754
2020	42 120	8 232	12 349	20 581	62 701	7	11	35	46	53	4 561	251	53	304	4 865

TABLEAU 2B – DÉCISIONS PRISES EN 2025 PAR RÉGION, PAR CATÉGORIE DE CAS ET PAR DÉCISIONNAIRE

Régions	Maintien versement ARE					Demandes de remise de dette					Absence de déclaration d'une période d'activité				
	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)
	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2) +(3)		(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2) +(3)		(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2) +(3)	
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	1	1	-	1	2	3 635	1 276	3 217	4 493	8 128	-	94	50	144	144
BOURGOGNE - FRANCHE COMTÉ	3	-	-	-	3	588	511	1 053	1 564	2 152	-	18	28	46	46
BRETAGNE	-	3	-	3	3	272	379	1 830	2 209	2 481	-	24	22	46	46
CENTRE - VAL DE LOIRE	2	-	-	-	2	246	221	1 174	1 395	1 641	-	10	9	19	19
CORSE	-	-	-	-	-	55	104	97	201	256	-	8	-	8	8
GRAND EST	4	4	1	5	9	1 062	510	2 354	2 864	3 926	-	35	40	75	75
GUADELOUPE	-	-	-	-	-	93	58	105	163	256	-	31	1	32	32
GUYANE	-	-	-	-	-	17	8	16	24	41	-	10	-	10	10
HAUTS-DE-FRANCE	1	-	-	-	1	1 719	1 075	3 558	4 633	6 352	-	109	39	148	148
ILE-DE-FRANCE	-	-	-	-	-	4 450	1 305	4 515	5 820	10 270	-	165	66	231	231
LA RÉUNION	-	-	-	-	-	412	120	602	722	1 134	-	46	15	61	61
MARTINIQUE	-	-	-	-	-	62	28	87	115	177	-	9	-	9	9
MAYOTTE	-	-	-	-	-	2	9	3	12	14	-	36	-	36	36
NORMANDIE	-	-	-	-	-	559	305	1 787	2 092	2 651	-	21	16	37	37
NOUVELLE AQUITAINE	3	1	-	1	4	2 458	1 055	3 184	4 239	6 697	-	51	23	74	74
OCCITANIE	1	-	-	-	1	1 536	1 171	3 336	4 507	6 043	-	106	32	138	138
PAYS DE LA LOIRE	-	1	-	1	1	1 008	325	1 339	1 664	2 672	-	21	6	27	27
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	-	2	-	2	2	1 857	860	2 917	3 777	5 634	-	98	58	156	156
2025	15	12	1	13	28	20 031	9 320	31 174	40 494	60 525	-	892	405	1 297	1 297
2024	20	2	6	8	28	25 514	10 537	40 549	51 086	76 600	-	1 063	430	1 493	1 493
2023	22	4	6	10	32	29 947	10 181	41 629	51 810	81 757	-	2 140	1 045	3 185	3 185
2022	18	12	1	13	31	37 695	8 820	39 957	48 777	86 472	-	3 273	1 784	5 057	5 057
2021	12	13	7	20	32	26 441	10 543	55 225	65 768	92 209	-	2 904	1 945	4 849	4 849
2020	17	12	3	15	32	29 013	9 548	51 266	60 814	89 827	-	3 163	2 096	5 259	5 259

TABLEAU 3 – RÉPARTITION EN 2025 DES REMISES DE DETTES ACCEPTÉES EN NOMBRE ET EN MONTANTS

Régions	Remises de dettes acceptées								
	Nombre de remises de dettes acceptées			Montant des remises de dettes accordées			Montant de la remise moyenne		
	Délégataire	IPR	Total	Délégataire	IPR	Total	Délégataire	IPR	Total
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	3 635	1 276	4 911	861 788 €	3 207 032 €	4 068 821 €	237 €	2 513 €	829 €
BOURGOGNE - FRANCHE COMTÉ	588	511	1 099	147 553 €	1 016 556 €	1 164 108 €	251 €	1 989 €	1 059 €
BRETAGNE	272	379	651	71 480 €	781 361 €	852 841 €	263 €	2 062 €	1 310 €
CENTRE - VAL DE LOIRE	246	221	467	65 073 €	447 005 €	512 078 €	265 €	2 023 €	1 097 €
CORSE	55	104	159	15 891 €	232 329 €	248 220 €	289 €	2 234 €	1 561 €
GRAND EST	1 062	510	1 572	298 413 €	1 739 874 €	2 038 287 €	281 €	3 412 €	1 297 €
GUADELOUPE	93	58	151	29 438 €	378 764 €	408 202 €	317 €	6 530 €	2 703 €
GUYANE	17	8	25	6 143 €	15 858 €	22 002 €	361 €	1 982 €	880 €
HAUTS-DE-FRANCE	1 719	1 075	2 794	478 963 €	4 715 407 €	5 194 370 €	279 €	4 386 €	1 859 €
ILE-DE-FRANCE	4 450	1 305	5 755	1 332 848 €	7 282 534 €	8 615 382 €	300 €	5 580 €	1 497 €
LA RÉUNION	412	120	532	123 692 €	237 154 €	360 846 €	300 €	1 976 €	678 €
MARTINIQUE	62	28	90	11 722 €	51 963 €	63 685 €	189 €	1 856 €	708 €
MAYOTTE	2	9	11	412 €	12 166 €	12 578 €	206 €	1 352 €	1 143 €
NORMANDIE	559	305	864	144 567 €	1 560 887 €	1 705 455 €	259 €	5 118 €	1 974 €
NOUVELLE AQUITAINE	2 458	1 055	3 513	616 502 €	2 206 856 €	2 823 358 €	251 €	2 092 €	804 €
OCCITANIE	1 536	1 171	2 707	359 744 €	3 269 243 €	3 628 987 €	234 €	2 792 €	1 341 €
PAYS DE LA LOIRE	1 008	325	1 333	246 619 €	777 124 €	1 023 744 €	245 €	2 391 €	768 €
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	1 857	860	2 717	512 913 €	4 057 845 €	4 570 758 €	276 €	4 718 €	1 682 €
2025	20 031	9 320	29 351	5 323 762 €	31 989 959 €	37 313 722 €	266 €	3 432 €	1 271 €
2024	25 514	10 537	36 051	6 719 941€	30 782 831€	37 502 773€	263€	2 921€	1 040€
2023	29 947	10 181	40 128	8 011 666€	19 661 255€	27 672 921€	268€	1 931€	690€
2022	37 695	8 820	46 515	11 249 882€	11 379 493€	22 629 375€	298€	1 290€	486€
2021	26 441	10 543	36 984	6 825 198€	12 619 450€	19 444 648€	258€	1 197€	526€
2020	29 013	9 548	38 561	7 539 964€	10 725 723€	18 265 687€	260€	1 123€	474€

TABLEAU 4 – RÉPARTITION EN 2025 DES ADMISSIONS EN NON-VALEUR EN NOMBRE ET EN MONTANTS

Régions	Admissions en non-valeur								
	Nombre des ANV			Montant des ANV			ANV - Moyenne		
	Déléataire	IPR	Total	Déléataire	IPR	Total	Déléataire	IPR	Total
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	4 157	1 870	6 027	1 491 753 €	6 452 030 €	7 943 783 €	359 €	3 450 €	1 318 €
BOURGOGNE - FRANCHE COMTÉ	6 034	736	6 770	2 145 168 €	2 227 252 €	4 372 420 €	356 €	3 026 €	646 €
BRETAGNE	4 706	870	5 576	1 501 042 €	2 107 912 €	3 608 954 €	319 €	2 423 €	647 €
CENTRE - VAL DE LOIRE	3	865	868	841 €	1 089 539 €	1 090 380 €	280 €	1 260 €	1 256 €
CORSE	976	228	1 204	375 241 €	648 329 €	1 023 570 €	384 €	2 844 €	850 €
GRAND EST	13 720	1 142	14 862	5 258 739 €	3 695 981 €	8 954 720 €	383 €	3 236 €	603 €
GUADELOUPE	1 239	292	1 531	485 299 €	966 046 €	1 451 345 €	392 €	3 308 €	948 €
GUYANE	120	166	286	48 508 €	281 429 €	329 937 €	404 €	1 695 €	1 154 €
HAUTS-DE-FRANCE	16 975	2 280	19 255	6 212 570 €	7 093 329 €	13 305 899 €	366 €	3 111 €	691 €
ILE-DE-FRANCE	27 080	12 779	39 859	13 893 228 €	40 615 358 €	54 508 586 €	513 €	3 178 €	1 368 €
RÉUNION	1 746	476	2 222	660 616 €	1 575 140 €	2 235 755 €	378 €	3 309 €	1 006 €
MARTINIQUE	843	38	881	301 853 €	266 973 €	568 826 €	358 €	7 026 €	646 €
MAYOTTE	1	1	2	212 €	741 €	953 €	212 €	741 €	476 €
NORMANDIE	10 708	846	11 554	4 032 080 €	2 501 186 €	6 533 266 €	377 €	2 956 €	565 €
NOUVELLE AQUITAINE	13 009	1 464	14 473	4 913 039 €	4 115 500 €	9 028 539 €	378 €	2 811 €	624 €
OCCITANIE	20 790	3 751	24 541	8 779 677 €	9 413 315 €	18 192 991 €	422 €	2 510 €	741 €
PAYS DE LA LOIRE	24 261	846	25 107	9 506 933 €	2 785 904 €	12 292 837 €	392 €	3 293 €	490 €
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	13 688	1 596	15 284	5 050 945 €	5 373 086 €	10 424 030 €	369 €	3 367 €	682 €
2025	160 056	30 246	190 302	64 657 744 €	91 209 047 €	155 866 792 €	404 €	3 016 €	819 €
2024	224 110	50 188	274 298	91 219 853€	121 385 084€	212 604 937€	407€	2 419€	775€
2023	191 959	34 092	226 051	75 550 294€	88 400 202€	163 950 496€	394€	2 593€	725€
2022	256 118	36 993	293 111	93 671 641€	83 489 148€	177 160 789€	366€	2 257€	604€
2021	239 401	31 995	271 396	73 597 586€	72 660 134€	146 257 720€	307€	2 271€	539€
2020	126 297	29 500	155 797	38 125 571€	63 031 239€	101 156 810€	302€	2 137€	649€

TABLEAU 5 – ACCORDS DE FRANCE TRAVAIL SERVICES (FTS) PAR DÉLÉGATION ET PAR SON INSTANCE PARITAIRE SPÉCIFIQUE (IPS) POUR LES EMPLOYEURS EN 2025

Type	Délégation			IPS						Total accords		
	Montant	Nombre	Moyenne	Accord		Annulation dette ou remise 50%		Refus		Montant	Nombre	Moyenne
				Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre			
RÈGLEMENT JUDICIAIRE - LIQUIDATION JUDICIAIRE (ART.46 BIS§5)	50 000 492 €	27 198	1 838 €	65 715 €	3	0 €	0	0 €	0	50 066 208 €	27 201	1 841 €
REMISE DES MAJORATIONS DE RETARD (ART.55)	759 184 €	815	932 €	42 848 €	3	0 €	0	0 €	0	802 033 €	818	980 €
DEMANDE DE DÉLAI (ART.55)	7 121 565 €	880	8 093 €	1 803 795 €	29	20 184 €	3	0 €	0	8 925 360 €	909	9 819 €
ADMISSION EN NON-VALEUR EMPLOYEUR	8 235 627 €	4 730	1 741 €	16 457 623 €	565	0 €	0	0 €	0	24 693 250 €	5 295	4 664 €
2025	66 116 870 €	33 623	1 966 €	18 369 982 €	600	20 184 €	3	0 €	0	84 486 852 €	34 223	2 468 €
2024	65 347 532 €	32 782	1 993 €	18 842 438 €	882	26 277 €	5	0 €	0	84 216 247 €	33 669	2 501 €
2023	58 017 941 €	30 530	1 900 €	24 845 661 €	882	25 465 €	4	52 763 €	1	82 889 067 €	31 416	2 638 €
2022	43 410 678 €	19 145	2 267 €	23 457 690 €	858	224 625 €	10	90 904 €	2	67 092 992 €	20 013	3 343 €
2021	35 917 399 €	10 817	3 320 €	20 510 410 €	784	29 753 €	4	0 €	0	56 457 562 €	11 605	4 865 €
2020	45 200 504 €	19 836	2 279 €	32 254 268 €	775	65 344 €	4	16 449 €	1	77 520 117 €	20 615	3 760 €

TABLEAU 6 – ACCORDS DE FRANCE TRAVAIL SERVICES (FTS) PAR DÉLÉGATION ET PAR SON INSTANCE PARITAIRE SPÉCIFIQUE (IPS) POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN 2025

Récapitulatif des décisions prises lors des IPS demandeurs d'emploi en 2025				
NOMBRE DE DOSSIERS PAR TYPOLOGIES	Nombre de dossiers	Accords	Rejets	À représenter
TOUTES TYPOLOGIES	556	381	164	11
ADMISSION EN NON-VALEUR	11	10	1	0
ART. 46 BIS § 2 APPRÉCIATION DE L'EXISTENCE DU LIEN DE SUBORDINATION	0	0	0	0
ART. 46 BIS § 4 EFFACEMENT DE DETTE	355	186	162	7
ART. 46 BIS § 4 EFFACEMENT DE DETTE DANS LE CADRE DU MAINTIEN DES DROITS	0	0	0	0
ART. 46 BIS § 6 ABSENCE DE DÉCLARATION DE PÉRIODE D'ACTIVITÉ SALARIÉE (PNDS)	190	185	1	4
MONTANTS PRÉSENTÉS PAR TYPOLOGIES	Montant initial présenté	dont montant présenté pour accords	dont montant présenté pour rejets	dont montant à représenter
TOUTES TYPOLOGIES	2 535 939	1 489 758	985 633	57 745
ADMISSION EN NON-VALEUR	39 672	36 756	2 079	0
ART. 46 BIS § 2 APPRÉCIATION DE L'EXISTENCE DU LIEN DE SUBORDINATION				
ART. 46 BIS § 4 EFFACEMENT DE DETTE	2 496 267	1 453 002	983 554	57 745
ART. 46 BIS § 4 EFFACEMENT DE DETTE DANS LE CADRE DU MAINTIEN DES DROITS	0	0	0	0
ART. 46 BIS § 6 ABSENCE DE DÉCLARATION DE PÉRIODE D'ACTIVITÉ SALARIÉE (PNDS)				



INSTANCES PARITAIRES : L'EXAMEN DES CAS INDIVIDUELS EN CHIFFRES - 2025

Avril 2026

Unédic

4, rue Traversière 75012 Paris
T. +33 1 44 87 64 00

unedic.org

